

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Health
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Agenda Item 10

CAC48/CRD16 Rev.1
Original Language Only

JOINT FAO/WHO FOOD STANDARDS PROGRAMME

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION

Forty-eighth Session

Rome, Italy

10-14 November 2025

MATTERS ARISING FROM FAO AND WHO

(CX/CAC 25/48/15)

(Comments of Benin, El Salvador, Panama, Zambia)

Benin

Point 10 de l'ordre du jour : questions découlant des travaux de la FAO et de l'OMS (CX/CAC 25/48/15)

Contexte : Un aperçu général des principales mises à jour de la FAO et de l'OMS pertinentes pour les travaux du Codex et des politiques évolutives de la FAO et de l'OMS relatives au Codex a été présenté. Les mises à jour concernant la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et les systèmes alimentaires, ainsi que les questions connexes, ont été présentées en quatre parties : Questions conjointes de la FAO et de l'OMS - 5 : Paragraphe 3 : 3.1 à 3.5, Questions émanant de la FAO - 12 : Paragraphe 4 : 4.1 à 4.12, Questions émanant de l'OMS - 11 : Paragraphe 5 : 5.1 à 5.11

Journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments 2025 – Thème : « Sécurité sanitaire des aliments : la science en action » : L'OMS et la FAO ont coordonné la campagne de la Journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments avec des événements mondiaux, la participation des jeunes, des discussions d'experts et des activités de sensibilisation présentées sur le site web du Codex.

Décennie de la nutrition (2016-2030) : La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2030) a été prolongée par l'Assemblée générale des Nations Unies en mars 2025 afin de s'aligner sur les ODD, la FAO et l'OMS étant chargées de la mise en oeuvre et du suivi ; un dialogue formel lors de la 53e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en octobre 2025 examinera les progrès, les défis et la planification post-2030.

État de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SOFI 2025) : La FAO, le FIDA, l'UNICEF, le PAM et l'OMS ont publié le rapport SOFI 2025 présentant les tendances mondiales actualisées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, le coût et l'accessibilité financière des régimes alimentaires sains, et un nouvel indicateur ODD sur la diversité alimentaire minimale, notant des progrès limités, mais des niveaux toujours supérieurs à ceux d'avant la COVID-19 et loin d'atteindre l'objectif 2.1 des ODD d'ici 2030.

Initiatives pour des régimes alimentaires sains : En octobre 2024, la FAO et l'OMS ont publié une déclaration conjointe sur ce que sont les régimes alimentaires sains, définissant quatre principes : adéquation, diversité, équilibre et modération, et notant que les habitudes alimentaires saines varient selon le contexte, la culture et l'accès à l'alimentation.

Initiative de suivi des régimes alimentaires sains (HDMI) : L'Initiative de suivi des régimes alimentaires sains (HDMI), dirigée par la FAO, l'UNICEF et l'OMS, met à jour les directives relatives au suivi des régimes alimentaires. En mars 2025, l'ONU a approuvé un nouvel indicateur ODD 2 sur la diversité alimentaire minimale pour les enfants et les femmes, codirigé par l'UNICEF et la FAO, afin d'éclairer les politiques et de soutenir le Programme 2030.

Résolution 14/2025 de la FAO sur la résistance aux antimicrobiens dans les systèmes agroalimentaires : Les États membres de la FAO ont adopté une résolution sur la résistance aux antimicrobiens dans les systèmes agroalimentaires, sous l'impulsion du Kenya et du Royaume-Uni, promouvant l'approche « Une seule santé », la réduction de l'utilisation des antimicrobiens et les directives du Codex Alimentarius. La mise en oeuvre se fait par le biais d'initiatives telles que RENOFARM et InFARM, avec le soutien quadripartite et une feuille de route pour un groupe d'experts indépendant sur les preuves relatives à la résistance aux antimicrobiens.

Examen du Code des pesticides avec une attention particulière aux droits des peuples autochtones : En 2024, le COAG 29 a chargé la FAO et l'OMS d'examiner le Code des pesticides par le biais du JMPM, en se concentrant sur le consentement des peuples autochtones, les résultats étant attendus au COAG 30 en 2026.

80e anniversaire et Journée mondiale de l'alimentation 2025 – Thème : « Main dans la main pour une meilleure alimentation et un avenir meilleur » : Ces sections couvrent les travaux de la FAO sur la transformation des systèmes agroalimentaires par une approche systémique, décrivant les principaux changements politiques, les innovations émergentes d'ici 2050 et les exercices de prospective pour relever les futurs défis en matière de sécurité alimentaire. Elles mettent également en évidence la sécurité alimentaire dans les économies circulaires, en se concentrant sur les risques liés à la rareté de l'eau, aux pertes et gaspillages alimentaires, à l'emballage et à l'efficacité de l'utilisation des terres. Le 16 octobre 2025, la Journée mondiale de l'alimentation marquera le 80e anniversaire de la FAO avec pour thème « Main dans la main pour une meilleure alimentation et un avenir meilleur », soulignant l'action collective dans les systèmes agroalimentaires et inaugurant le Musée et réseau de l'alimentation et de l'agriculture de la FAO (FAO MuNe).

Questions émergentes de la FAO : Transformer l'alimentation et l'agriculture : Approche systémique, 44 innovations alimentaires émergentes d'ici 2050, Programme de prospective en matière de sécurité alimentaire – identification des risques futurs et sécurité alimentaire dans l'économie circulaire – eau, déchets, emballage et utilisation des terres. Rapports sur la sécurité alimentaire et la nutrition : Ces sections présentent les travaux récents de la FAO, notamment un rapport de 2025 sur la sécurité alimentaire dans la nutrition personnalisée, abordant les risques liés aux compléments alimentaires et aux aliments fonctionnels, ainsi qu'un examen des cadres réglementaires mondiaux et des perceptions des consommateurs, et une analyse documentaire sur l'exposition aux perturbateurs endocriniens depuis 2002. La FAO a également mis à jour sa Vision et son approche en matière de nutrition (VAN) pour guider ses travaux futurs et publiera un rapport de haut niveau sur les régimes alimentaires sains en 2026 afin de consolider les données probantes et les stratégies visant à faire progresser le programme mondial de nutrition. Tels que ; Nutrition personnalisée – compléments alimentaires et aliments fonctionnels, Examen des substances chimiques perturbatrices du système endocrinien (2002-2024), Vision et approche actualisées en matière de nutrition (VAN) et Rapport de haut niveau sur les régimes alimentaires sains (2026).

Stratégie mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments (2022-2030) : L'OMS met en oeuvre la Stratégie mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments (2022-2030) grâce au suivi des progrès, à des outils d'élaboration de feuilles de route nationales, à une analyse de rentabilité en matière de surveillance et à la nouvelle Alliance de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments afin de renforcer l'action mondiale.

Nouvelles lignes directrices : L'OMS élabore des lignes directrices sur l'apport optimal en aliments d'origine animale et en alternatives végétales, couvrant la santé, la sécurité alimentaire et la durabilité. Une réunion d'experts en novembre 2024 a défini le champ d'application, et les examens et outils sont actuellement en cours d'élaboration. Parallèlement, l'OMS élabore des recommandations sur les aliments ultra-transformés, notamment une définition plus précise à l'intention des autorités de réglementation et des lignes directrices concernant leur consommation. Il s'agit notamment de l'apport optimal en aliments d'origine animale et des aliments ultra-transformés (AUT).

Travaux du NUGAG : Substituts de sodium, AGPI, alimentation scolaire et politiques d'étiquetage : Le sous-groupe du NUGAG de l'OMS sur l'alimentation et la santé a publié des lignes directrices sur les substituts de sel à faible teneur en sodium (janvier 2025) et finalise actuellement des orientations sur l'apport en acides gras polyinsaturés. Le sous-groupe sur les actions politiques finalise les lignes directrices relatives aux environnements alimentaires scolaires sains et aux politiques d'étiquetage nutritionnel.

Politiques de l'OMS en matière d'environnement alimentaire : Celles-ci comprennent des modèles de profil nutritionnel pour l'appui aux politiques, l'élimination des acides gras trans (un mouvement qui prend de l'ampleur), la délivrance de certificats de validation et des outils de réduction du sodium – le programme SHAKE, les références mondiales.

Autres mises à jour de l'OMS : L'OMS fait progresser l'étiquetage des boissons alcoolisées et exhorte le Codex à établir des normes mondiales, tandis que le plaidoyer en faveur des avertissements concernant le cancer, la nutrition et les allergènes s'intensifie. L'OMS met également à jour ses orientations sur les marchés alimentaires traditionnels grâce à l'apport d'experts et fait progresser la réglementation du marketing numérique des substituts du lait maternel par le biais de politiques, de notes d'information et d'outils de suivi. Par ailleurs, l'OMS étend les objectifs mondiaux en matière de nutrition jusqu'en 2030 afin d'améliorer la santé maternelle, infantile et infantile, renforce le plaidoyer et les actions nationales en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées, élabore de nouvelles orientations sur les marchés alimentaires traditionnels et étend les objectifs mondiaux en matière de nutrition jusqu'en 2030.

Recommandations : Il est demandé aux membres de prendre note des développements politiques de la FAO et de l'OMS et d'examiner les actions en matière de sécurité sanitaire des aliments en accord avec les

organisations mères. La région devrait se positionner stratégiquement pour contribuer efficacement aux normes mondiales tout en faisant progresser ses propres priorités. Il est nécessaire que les points de contact nationaux suivent les nouveaux développements susceptibles d'orienter les normes du Codex et la législation nationale.

Commentaires de la République du Bénin : La République du Bénin remercie l'OMS et la FAO pour leurs initiatives en matière de sécurité sanitaire des aliments, qui permettent de réfléchir à la manière dont ces initiatives s'alignent sur les travaux menés.

El Salvador

Tema Fondo Fiduciario del Codex, Informe de Actividades (CAC/48 INF/3)

Comentarios generales:

El Salvador como Líder del Proyecto Binacional El Salvador – Guatemala CTF, ejecutado desde el Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica -OSARTEC-, informa que dicho proyecto llegó a su cierre a finales de octubre 2025, el proyecto inició desde el año 2021 en conjunto con nuestro hermano país de Guatemala.

Gracias al proyecto binacional hemos logrado avances significativos en la consolidación del Programa Nacional del Codex en ambos países, de manera particular en nuestro país El Salvador, se han fortalecido las capacidades técnicas de los miembros del Comité Nacional del Codex, Comités Espejo y otras partes interesadas.

Entre las actividades destinadas a dar cumplimiento al proyecto binacional, se creó por primera vez un Plan Estratégico del Programa Nacional del Codex 2022 -2024 y sus respectivos Planes Anuales, actualización del Reglamento del Comité Nacional del Codex Alimentarius de El Salvador publicado en DO entre otras actividades de asesorías, jornadas de capacitación y visitas técnicas a otros Puntos de Contacto más consolidados, El Salvador ha avanzado en la consolidación de la estructura del Codex a nivel nacional.

Comentarios específicos: N/A

Panama

English

Panama welcomes the FAO and WHO report and reiterates the need for the Codex to strategically integrate these global priorities into its work program. We welcome the extension of the United Nations Decade of Action on Nutrition to 2030 and support essential public health initiatives, such as the effort to achieve a 30% reduction in sodium intake. We urge Codex committees to use WHO guidelines, including the Global Reference Values for Sodium, to ensure that food standards promote healthy diets and combat malnutrition.

Regarding innovation and terminology, we take note of the WHO's work on guidance for ultra-processed foods, but we underline Panama's concern that the definition of this term is not yet clear or universally defined globally.

There is no clear and agreed-upon definition of ultra-processed foods that would allow for an objective and consistent classification of foods according to their degree of processing, nor is there one in any regulation (including the Codex Alimentarius). Ultra-processed foods are a food category in classification systems (e.g., NOVA, SIGA) that use criteria such as higher amounts of salt, added sugars, and fats, as well as the use of additives to make these foods and beverages highly palatable. Therefore, a classification system like NOVA is an alternative to "nutrient profiles," which include both nutrients and the use of additives, as well as the palatability of foods.

Classification systems do not adequately differentiate between:

- production of food (from agricultural raw materials) (e.g., potatoes, rice, wheat, milk),
- formulation of food (the choice of ingredients, for example, whole wheat flour, white flour, sugar or syrups), and
- food processing (the treatments that have been used to prepare food).

Therefore, any guidance derived from this work should seek an objective operational definition that provides regulatory clarity for Members before being considered within the Codex framework. Furthermore, we appreciate FAO's support for the Resolution on Antimicrobial Resistance (AMR), urging Members to implement existing Codex texts, which are key to mitigating this threat in agri-food systems.

We appreciate FAO's efforts to propose a definition that will allow us to unify criteria within the framework of science.

Panama supports the WHO's request for the Codex Alimentarius Commission to continue global standardization efforts within the Committee on Food Labelling (CCFL), particularly regarding the labelling of alcoholic beverages. The lack of international standards on this issue creates barriers to trade and limits public health actions at the national level. The Commission has the mandate and responsibility to provide a sound, scientific basis that facilitates fair and transparent trade while safeguarding consumer health, in accordance with the objectives of both sponsoring organizations.

Spanish

Panamá agradece el informe de la FAO y la OMS y reitera la necesidad de que el Codex integre estratégicamente estas prioridades globales en su programa de trabajo. Celebramos la extensión del Decenio de las Naciones Unidas de Acción sobre la Nutrición hasta 2030 y apoyamos las iniciativas esenciales de salud pública, como el esfuerzo por alcanzar la reducción del 30% en la ingesta de sodio. Instamos a los comités del Codex a utilizar las directrices de la OMS, incluyendo los Valores de Referencia Mundiales del Sodio, para que las normas alimentarias promuevan dietas saludables y combatan la malnutrición.

En materia de innovación y terminología, tomamos nota de la labor de la OMS sobre la orientación de los alimentos ultraprocesados, pero subrayamos la preocupación de Panamá de que la definición de este término no está aún clara ni universalmente definida a nivel mundial.

No existe una definición clara y acordada de alimentos ultraprocesados que permita una clasificación objetiva y consistente de los alimentos según el grado de procesamiento, tampoco en ninguna regulación (incluido el Codex Alimentarius). Ultraprocesados es una categoría de alimentos en sistemas de clasificación (p. ej., NOVA, SIGA), que utiliza criterios como cantidades más altas de sal, azúcares agregados y grasas, además del uso de aditivos para hacer que estos alimentos y bebidas sean altamente sabrosos. Por lo tanto, un sistema de clasificación como el NOVA es una alternativa a los “perfiles de nutrientes”, que incluyen tanto los nutrientes como el uso de aditivos y la palatabilidad de los alimentos.

Los sistemas de clasificación no diferencian adecuadamente entre:

- producción de alimentos (de materias primas agrícolas, por ejemplo, papas, arroz, trigo, leche),
- formulación de alimentos (la elección y selección de ingredientes, por ejemplo, harina de trigo integral, harina blanca, azúcares, jarabes), y
- proceso de los alimentos (los tratamientos que se han utilizado para preparar alimentos).

Por lo tanto, cualquier orientación que se derive de esta labor debe buscar una definición operativa objetiva que aporte claridad regulatoria a los Miembros, antes de ser considerada en el ámbito del Codex. Además, valoramos el apoyo de la FAO a la Resolución sobre la Resistencia a los Antimicrobianos (RAM), instando a los Miembros a implementar los textos del Codex ya existentes, que son la clave para mitigar esta amenaza en los sistemas agroalimentarios.

Valoramos los esfuerzos de la FAO para proponer una definición que nos permita unificar criterios en el marco de la ciencia.

Panamá apoya la solicitud de la OMS para que el Codex prosiga los esfuerzos de normalización global en el Comité de Etiquetado de los Alimentos (CCFL), especialmente en lo relativo al etiquetado de bebidas alcohólicas. La falta de normas internacionales en este tema crea barreras al comercio y limita las acciones de salud pública a nivel nacional. La Comisión tiene el mandato y la responsabilidad de proporcionar una base sólida y científica que facilite un comercio justo y transparente, mientras se salvaguarda la salud del consumidor, en consonancia con los objetivos de ambas organizaciones patrocinadoras.

Zambia

Zambia commends WHO and FAO for their continued efforts to strengthen food safety systems globally and within our region. These initiatives provide important opportunities for Member Countries to align national priorities with regional and global food safety goals.

We also take this opportunity to congratulate FAO on its 80th anniversary and acknowledge its vital contribution to food security, nutrition, and safety.

Zambia remains concerned about the health risks linked to industrially produced trans-fatty acids, especially their association with cardiovascular diseases in children. We emphasize the need to strengthen monitoring of trans-fat levels in vegetable oils.

Furthermore, we call for greater attention to reducing excessive salt intake and the growing use of added sugars in foods for children. Addressing these issues will help promote healthier diets and reduce the burden of non-communicable diseases across our region.